Coopération sino-gabonaise : Brice Clotaire Oligui Nguema à Beijing pour dynamiser les liens

MALI
2047
L'information est l'oxygène des temps modernes VENDREDI 06 NOVEMBRE 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Élections américaines de mi-mandat : Résultats arrêtés au 4 novembre 2026 à 18 h GMT



Orpailleurs burkinabè refoulés : Bamako et Ouagadougou préparent leur retour



FAO-UNICEF : Une coopération renforcée pour les familles

Sommaire







UNE /

Élections américaines de mi-mandat : Résultats arrêtés au 4 novembre 2026 à 18 h GMT — P 04

BRÈVES /

« L'ouverture se vit ici » : Quand les maires du monde entier se retrouvent les pieds dans le port et les yeux dans les robots — P 23

Orpailleurs burkinabè refoulés : Bamako et Ouagadougou préparent leur retour — P 23

États-Unis : Nancy Lacore, du commandement naval au Congrès — P 24

Bollé : 200 jeunes détenus formés au civisme — P 25

Salon des Médias : Abdoulaye Diop parraine la 5e édition — P 25

ACTUALITÉ /

APEJ : Maria Sangaré consulte les acteurs de l'emploi — P 28

Agriculture : L'État et le patronat structurent leur dialogue — P 30

POLITIQUE /

Orpailleurs refoulés : Bamako et Ouagadougou se concertent — P 32

FAO–UNICEF : Une coopération renforcée pour les familles — P 34

CULTURE & SOCIETÉ /

Autorités traditionnelles : Les préparatifs se précisent — P 37

INTERNATIONAL /

Coopération sino-gabonaise : (BANDEAU)Brice Clotaire Oligui Nguema à Beijing pour dynamiser les liens — P 40

Burkina Faso : Le dialogue au service de la cohésion — P 42

SPORT /

CAF Awards 2026 : Trois chances pour le Mali — P 45

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Élections américaines de mi-mandat : Résultats arrêtés au 4 novembre 2026 à 18 h GMT





Dr. Hamed Sow

CEO d'EED-Consulting, ancien ministre des mines, de l'énergie et de l'eau du Mali, ancien directeur général du CDE (ACP-UE Bruxelles), ancien expert de la Banque mondiale et de la Commission européenne

L'Amérique dit assez à Donald Trump

Dr. Hamed Sow

Il avait promis aux Américains la vie moins chère et la fin des guerres sans fin. Il leur a donné une guerre de plus, une essence plus chère, des descentes policières meurtrières, un pouvoir transformé en affaire de famille et des alliés traités en ennemis. Le 3 novembre 2026, l'Amérique a répondu. D'un même élan, elle lui a

retiré la Chambre des représentants et le Sénat. Ce n'est pas une alternance. C'est un congédiement. Le cri d'un peuple excédé, auquel le reste du monde fait écho depuis longtemps : assez.

Il est des nuits électorales qui disent tout d'un pays. Celle du 3 novembre restera comme celle où les forteresses sont tombées. Au Kansas, qui n'avait plus élu un Démocrate au Sénat depuis la Grande Dépression, Adam Hamilton a battu le sortant Roger Marshall, l'homme de Trump. Au Texas, citadelle Républicaine depuis une génération, James Talarico a écrasé Ken Paxton, le protégé du président, avec douze points d'avance, tandis que Gina Hinojosa chassait le gouverneur Greg Abbott après trois mandats. En Caroline du Sud, que Trump avait emportée de dix-huit points il y a deux ans, Annie Andrews a battu Darline Graham. Au Mississippi, où aucun Démocrate n'a été envoyé au Sénat depuis 1982, Scott Colom tenait encore mercredi la sortante Cindy Hyde-Smith en échec. Trump répète qu'il « n'était pas sur le bulletin ». Il y était partout. Chacun de ces candidats battus portait son nom comme un étendard. C'est ce nom que les électeurs ont rayé.

Le verdict est sans appel. À la Chambre, qui compte 435 sièges, les Démocrates ont pulvérisé le seuil de 218 sièges nécessaire pour y être majoritaires ; les projections de la chaîne NBC News leur en promettent environ 258, contre 177 aux Républicains, leur plus large majorité depuis près de vingt ans. Au Sénat, qui compte cent membres, ils sont déjà 54, dont deux indépendants qui siègent avec eux, contre 44 Républicains. Sept sièges Républicains sont tombés : Texas, Kansas, Iowa, Maine, Ohio, Caroline du Nord, Caroline du Sud. Deux autres vacillent encore, au Mississippi et en Alaska, où la Démocrate Mary Peltola devance le sénateur Dan Sullivan. La déroute gagne jusqu'aux palais des gouverneurs, perdus au Texas, en Géorgie, dans l'Ohio et en Iowa. Il ne s'agit pas d'un revers. Il s'agit d'un effondrement.

Même la manœuvre qui devait le sauver s'est retournée contre lui. Trump avait exigé de ses fidèles qu'ils redécoupent les circonscriptions en cours de décennie pour s'offrir une quinzaine de sièges imprenables. Le Texas et la Floride se sont exécutés. Le résultat est une leçon d'arroseur arrosé : en dispersant leurs électeurs pour gagner partout de justesse, les stratèges Républicains ont transformé leurs bastions en châteaux de sable, que la marée a emportés. En Iowa, où les quatre élus à la Chambre étaient Républicains, trois sièges sont passés aux Démocrates. Aucune géométrie électorale ne résiste à la colère d'un peuple.

Bill Clinton en 1994 et George W. Bush en 2006 avaient connu cette humiliation de perdre les deux chambres en un seul scrutin. En 2018, Trump lui-même n'avait perdu que la Chambre et gardé le Sénat pour continuer de nommer ses juges. Cette fois, il perd tout. Deux ans à peine après son retour triomphal, le président qui se disait invincible gouvernera désormais sous surveillance.



File d'électeurs devant un bureau de vote installé dans une église de Waco, au Texas, le 3 novembre 2026. Photo Justin Hamel / The Waco Bridge / CatchLight Local / Report for America, via The Texas Tribune.

Le prix du mensonge

Ce raz-de-marée est né à la caisse du supermarché et à la pompe à essence. Selon les sondages réalisés par la chaîne CBS News à la sortie des bureaux de vote, à peine 38 % des votants approuvent encore l'action du président. Autrement dit, près de deux électeurs sur trois la désapprouvent : c'est le niveau le plus bas jamais enregistré pour un chef de l'État lors d'un scrutin de mi-mandat. Près de trois Américains sur quatre, soit environ 75 %, se disent mécontents de la direction prise par leur pays.

L'enquête AP Voter Poll, réalisée pour l'agence Associated Press (AP) auprès d'électeurs des cinquante États, achève le portrait. Environ deux votants sur trois, soit quelque 66 %, jugent que la politique de Trump a aggravé la situation économique du pays. Et parmi eux, huit sur dix, soit 80 %, ont voté pour le candidat Démocrate. Au Texas, deux électeurs sur dix disaient avoir été durement frappés par l'inflation ; les trois quarts d'entre eux ont voté pour le candidat Démocrate Talarico. Ce ne sont pas des abstractions statistiques. Ce sont des familles qui ont fait leurs comptes, et les comptes ne mentent pas.

Le mensonge, lui, a été érigé en méthode. Trump avait promis de faire baisser les prix « dès le premier jour ». En septembre, l'inflation remontait à 3,7 % sur un an ; l'essence avait bondi de 9,1 % en un seul mois, effet direct de la guerre qu'il a choisi de déclencher contre l'Iran. Ses droits de douane, vendus comme un tribut que paieraient les étrangers, sont un impôt déguisé, prélevé à la frontière et réglé au comptoir par les familles américaines. Dans le Maine, sept électeurs sur dix, soit 69 % exactement, disent qu'ils ont nui à l'économie locale. Pendant ce temps, le président vantait une économie « sans égale » et accusait Joe Biden de tous les maux. Ni la guerre en Iran ni les tarifs douaniers ne figurent pourtant au bilan de Biden. Ils portent la signature de Donald Trump.

Il y a pire que la vie chère : la vie sans soins. Selon le Congressional Budget Office (CBO), l'organe d'expertise budgétaire non partisan du Congrès, la grande loi budgétaire de juillet 2025 privera d'assurance maladie dix millions d'Américains de plus d'ici 2034, en taillant dans Medicaid, la couverture publique des plus modestes. Pour financer des baisses d'impôts dont les plus fortunés sont les premiers bénéficiaires, on a menacé les hôpitaux ruraux de ces mêmes comtés qui avaient voté Trump. Ils viennent de lui présenter la facture.

Le peuple de 2024 s'est retourné contre son champion. Prenons les jeunes de moins de trente ans. Il y a deux ans, ils s'étaient partagés à peu près à égalité entre Trump et Kamala Harris : cinquante-cinquante. Cette fois, environ sept sur dix ont voté Démocrate et trois sur dix Républicain, soit un écart de quarante points en faveur des Démocrates. Prenons les électeurs hispaniques, que Trump se vantait d'avoir conquis : en 2024, quatre sur dix avaient voté pour lui. Cette fois, six sur dix ont choisi les Démocrates, et à peine un sur trois les Républicains. Les ouvriers, les retraités, les agriculteurs du Midwest, tous ceux à qui l'on avait promis la protection ont découvert qu'on les avait rançonnés. Le populisme promettait de défendre le peuple contre les élites. Il a livré le peuple à une élite plus vorace encore.

L'argent ne fait plus l'élection

Jamais l'Amérique n'avait dépensé autant pour voter. Selon OpenSecrets, l'organisme indépendant qui dépouille les déclarations déposées auprès de la Commission électorale fédérale, ces élections de mi-mandat auront coûté près de 11,9 milliards de dollars, contre 8,9 milliards en 2022. Un record absolu. Les seuls fonds dits « opaques », dont l'origine des donateurs n'a pas à être révélée, ont dépassé 1,47 milliard de dollars. Et dans cette course à l'argent, le camp Républicain disposait d'une arme que les Démocrates n'avaient pas : les milliardaires. Au 30 octobre, les groupes extérieurs favorables aux Républicains, ces comités d'action politique autorisés à lever et dépenser des sommes illimitées, avaient dépensé quelque 360 millions de dollars de plus que leurs équivalents progressistes.

Le premier de ces bailleurs s'appelle Elon Musk. Selon le décompte du New York Times, l'homme le plus riche du monde a injecté environ 474 millions de dollars dans ces élections, près d'un demi-milliard : quelque 216

millions par l'intermédiaire de son propre comité, America PAC, 168 millions au profit du fonds de campagne des sénateurs Républicains et 30 millions pour celui des candidats Républicains à la Chambre. Au Texas, il a misé plus de 210 millions de dollars sur la seule candidature de Ken Paxton, sans compter quelque 5,5 millions offerts au gouverneur Greg Abbott. L'un et l'autre ont été battus. La course sénatoriale texane, avec près de 680 millions de dollars dépensés au total, est devenue la plus chère de toute l'histoire des États-Unis. Elle s'est conclue par la victoire du candidat Démocrate.

Le reste du tableau est à l'avenant. Dans l'Ohio, plus de 500 millions de dollars ont été dépensés, majoritairement par des groupes Républicains : le Démocrate Sherrod Brown a gagné. Dans le Maine, près de 200 millions, à 54 % du côté Républicain : Susan Collins, soutenue par le comité de Musk, a perdu. Au Michigan, plus de 430 millions : Abdul El-Sayed, Démocrate musulman issu de l'aile progressiste de son parti, l'a emporté. Selon une analyse du magazine Forbes, 44 des 106 candidats soutenus par Musk ont été battus, et les 18 vainqueurs déjà connus l'ont emporté dans des circonscriptions que les Républicains étaient assurés de gagner. Au matin de la défaite, le milliardaire en était réduit à ironiser sur son réseau X, jugeant soudain « plutôt séduisante » l'idée d'installer ses centres de données dans l'espace.



Destination Mars, 2028. Caricature fictive inspirée de la plaisanterie de Musk sur les centres de données dans l'espace.

Il faut être juste : les candidats Démocrates ont, eux aussi, levé des sommes considérables, et les Talarico, Ossoff, Brown, El-Sayed et Cooper figurent parmi les campagnes les mieux financées du pays. Mais la leçon demeure. L'argent peut acheter des spots publicitaires, des sondages et des armées de démarcheurs. Il ne peut pas acheter la colère d'un électeur qui paie son essence 9 % plus cher en un mois, ni la confiance d'une mère qui craint de perdre l'assurance maladie de ses enfants. Le 3 novembre, la démocratie américaine a rappelé à ses milliardaires qu'un bulletin ne se vend pas. Un demi-milliard de dollars n'a pas suffi à sauver un seul siège disputé.

Le premier sénateur musulman de l'Amérique

Au Michigan, la nuit du 3 novembre a écrit une page d'histoire. Abdul El-Sayed, médecin, fils d'un immigré égyptien, ancien directeur de la santé publique de la ville de Detroit, a battu l'ancien représentant Républicain Mike Rogers. Le 3 janvier 2027, il deviendra le premier musulman à siéger au Sénat des États-Unis, près de deux cent quarante ans après la première réunion de cette assemblée, en 1789.

Cette victoire a été arrachée contre une campagne d'une rare violence. Dès la primaire, le lobby pro-israélien AIPAC avait dépensé plus de 30 millions de dollars pour l'abattre. Puis les dirigeants Républicains, Donald Trump en tête, se sont acharnés sur son nom et sur sa foi. Ils l'ont traité, sans la moindre preuve, de « djihadiste ». Le président est allé jusqu'à déclarer que tout électeur noir ou juif qui le soutiendrait serait « fou ». Rarement, dans l'histoire récente du pays, un candidat avait été ainsi désigné à la vindicte en raison de sa religion par le chef de l'État lui-même.

Les électeurs du Michigan ont répondu à la haine par le bulletin. Ils ont élu un homme qui faisait campagne pour l'assurance maladie universelle, pour sortir l'argent de la politique et pour que les impôts des Américains financent leurs écoles et leurs hôpitaux plutôt que des guerres lointaines. À Dearborn, que l'on surnomme la capitale de l'Amérique arabe, la participation a été massive. Cette élection dit quelque chose de profond : la peur de l'autre, que Trump a cultivée pendant dix ans comme un fonds de commerce, n'a plus suffi à gagner. Pour les millions de musulmans d'Amérique, et pour tous ceux qui, en Afrique et dans le monde musulman, ont subi les décrets d'interdiction de voyage et les discours de stigmatisation, la victoire d'El-Sayed est un signe. L'Amérique qui exclut a perdu une bataille. L'Amérique qui accueille vient d'en gagner une.

Le clan : le père, les fils, le gendre et les amis

La colère des Américains n'est pas seulement économique. Elle est morale. Plus de la moitié des électeurs ont déclaré que la corruption avait été déterminante dans leur vote, davantage même que le coût de la vie. Sept sur dix, dont quatre Républicains sur dix, jugent que le Congrès a failli à sa mission de contrôle du président. Jamais, dans l'histoire des États-Unis, la frontière entre la fonction présidentielle et les intérêts privés d'une famille n'avait été aussi ouvertement piétinée.

Commençons par le père. Selon une enquête de l'agence Reuters fondée sur ses déclarations financières, Donald Trump a encaissé en 2025 plus de 2,2 milliards de dollars de revenus, dont au moins 1,4 milliard provenant des cryptomonnaies : 635 millions tirés des jetons numériques à son effigie, 590 millions de World Liberty Financial. Un président en exercice qui gagne en une année plus d'argent que la plupart des chefs d'entreprise en une vie, grâce à des produits financiers que ses propres décisions réglementaires favorisent : le monde n'avait jamais vu cela. Des investisseurs liés aux Émirats arabes unis ont versé 500 millions de dollars pour acquérir 49 % de World Liberty Financial, quatre jours avant l'investiture ; quelques mois plus tard, les Émirats obtenaient l'accès aux puces électroniques américaines les plus avancées. En mai 2025, les plus gros acheteurs du jeton $TRUMP, dont nombre d'étrangers, ont été récompensés par un dîner avec le président. En octobre 2025, Trump a gracié Changpeng Zhao, le fondateur de la plateforme d'échange Binance, qui avait plaidé coupable de manquements à la législation contre le blanchiment d'argent ; Binance était déjà un partenaire d'affaires de World Liberty Finan-

cial. Le Qatar, enfin, a offert un Boeing 747 estimé à 400 millions de dollars. Pour en faire un avion présidentiel, le contribuable américain devra financer des travaux coûteux, notamment pour le doter des systèmes de communication sécurisée et de protection dont disposent les appareils actuels d'Air Force One.

Viennent ensuite les fils. Selon le magazine Forbes, la fortune de Donald Trump Jr. a été multipliée par six et celle d'Eric Trump par dix en à peine un an, pour atteindre respectivement quelque 300 et 400 millions de dollars. Les deux frères siègent désormais dans une dizaine de conseils d'administration. Ils ont pris 20 % d'American Bitcoin, une entreprise d'extraction de cryptomonnaies. Les sociétés soutenues par 1789 Capital, le fonds d'investissement auquel est associé Donald Trump Jr., ont obtenu pour quelque 735 millions de dollars de contrats publics. Selon la chaîne MS NOW, les fils du président sont liés à au moins dix entreprises de défense qui ont reçu près de 3,7 milliards de dollars de fonds fédéraux. Lorsque Donald Trump Jr. est devenu conseiller du fabricant de drones Unusual Machines, l'action de la société a doublé ; quelques mois plus tard, un décret présidentiel promouvait les drones fabriqués aux États-Unis, et l'entreprise décrochait le plus gros contrat de son histoire auprès de l'armée de terre. Eric Trump a, de son côté, conclu une transaction de 500 millions de dollars avec un dignitaire émirati. Même le plus jeune, Barron, aurait tiré environ 40 millions de dollars de l'aventure familiale dans les cryptomonnaies.

Le gendre n'est pas en reste. Jared Kushner, qui avait déjà engrangé des centaines de millions de dollars de revenus extérieurs pendant le premier mandat de son beau-père, a vu son fonds d'investissement recevoir deux milliards de dollars du fonds souverain saoudien présidé par le prince héritier, sans aucune expérience préalable dans ce métier. Il est aujourd'hui l'un des émissaires de la diplomatie américaine au Proche-Orient, où ses investisseurs ont leurs intérêts.

Et puis il y a les amis, et les fils des amis. Steve Witkoff, promoteur immobilier et partenaire de golf de Trump, est devenu son envoyé spécial pour le Proche-Orient et la Russie. Ses fils, Zach et Alex, ont cofondé World Liberty Financial avec les fils du président. Le New York Times a révélé que des entreprises liées aux fils de Trump et à ceux du secrétaire au Commerce Howard Lutnick avaient contribué à conclure un accord minier de 1,6 milliard de dollars au Kazakhstan. Ce petit monde a même son quartier général : l'Executive Branch, un club privé ouvert en 2025 dans le quartier de Georgetown, à Washington, par Donald Trump Jr., les fils Witkoff et les dirigeants de 1789 Capital. Le droit d'entrée pour les membres fondateurs y est fixé à 500 000 dollars. Ministres, conseillers de la Maison-Blanche, investisseurs de la tech et des cryptomonnaies s'y croisent. Un véritable « club des fils ». Il est le symbole parfait de ce régime : un demi-million de dollars pour s'asseoir à la table de ceux qui décident.

Cette confusion entre l'État et la famille se lit jusque dans la pierre. Trump fait bâtir une salle de bal monumentale à la Maison-Blanche, projette un arc de triomphe de 76 mètres au cœur de Washington et évoquait, à la veille du scrutin, de donner son nom au bassin du Lincoln Memorial. Pendant qu'il sculpte sa propre gloire, il demande aux familles de patienter sur les prix. Ce n'est plus une présidence ; c'est une dynastie d'affaires installée à la Maison-Blanche.

Il faut enfin rappeler qui gouverne l'Amérique. Donald Trump est le premier président de l'histoire des États-Unis à avoir été reconnu coupable d'infractions pénales : trente-quatre chefs de falsification de documents comptables, à New York, en 2024. Un jury civil l'a en outre déclaré responsable d'agression sexuelle et de diffamation envers l'écrivaine E. Jean Carroll, verdict que la Cour suprême a refusé de réexaminer. Le peuple américain a longtemps fermé les yeux. Le 3 novembre, il les a ouverts.

Elon Musk, le génie et le mal

Elon Musk est peut-être un génie. Avec Tesla et SpaceX, il a bouleversé la voiture électrique et l'industrie spatiale.

Son groupe d'entreprises s'étend aussi à l'internet par satellite avec Starlink, un service de SpaceX, aux réseaux sociaux avec X, à l'intelligence artificielle avec xAI, aux implants cérébraux avec Neuralink et au creusement de tunnels avec The Boring Company. Mais il faut rappeler d'où vient sa fortune. Né en 1971 à Pretoria, en Afrique du Sud, il a quitté son pays à dix-sept ans pour le Canada, puis pour les États-Unis. C'est l'Amérique qui l'a fait. Ce sont ses universités qui l'ont formé, ses investisseurs qui l'ont financé, et son État fédéral qui l'a sauvé : en 2010, Tesla a reçu un prêt public de 465 millions de dollars du département de l'Énergie ; SpaceX a vécu, et vit encore, des contrats de la NASA et du Pentagone. Sans l'ouverture de l'Amérique à l'immigré qu'il était, sans l'argent du contribuable américain, il ne serait sans doute jamais devenu l'homme le plus riche de la planète. Il a remercié ce pays en s'attaquant à son État.

À la tête du « département de l'Efficacité gouvernementale », baptisé DOGE, une structure créée par Trump au lendemain de son investiture en janvier 2025, Musk a mené la plus brutale purge de la fonction publique de l'histoire américaine. Selon l'Office de gestion du personnel fédéral (OPM), plus de 317 000 agents fédéraux ont quitté l'administration au cours de la seule année 2025. Les économies promises, chiffrées à des centaines de milliards de dollars, se sont révélées largement fictives. Pire, selon le Government Accountability Office (GAO), l'organe de contrôle des comptes publics rattaché au Congrès, l'État a dépensé en 2025 environ 9,5 milliards de dollars pour rémunérer des fonctionnaires placés en congé sans travailler, dont 6,7 milliards au titre des départs différés organisés par le DOGE. Des services météorologiques aux contrôleurs de la sécurité aérienne, des chercheurs aux inspecteurs, des pans entiers de l'État ont été désorganisés. Plusieurs des agences fédérales chargées d'enquêter sur les entreprises de Musk ou de les réglementer ont été frappées par ces coupes.

Mais le crime le plus lourd a été commis loin de Washington. En février 2025, Musk se vantait d'avoir passé le week-end à « passer l'USAID au broyeur ». L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), créée en 1961 par John F. Kennedy, était le premier bailleur d'aide humanitaire au monde. Elle a été démantelée en quelques semaines ; environ 83 % de ses programmes ont été annulés, et elle a été officiellement dissoute le 1er juillet 2025. Les conséquences se comptent en vies humaines. Selon les modèles de l'équipe de Brooke Nichols, épidémiologiste à l'université de Boston, plus de 750 000 personnes, dont plus de 500 000 enfants, étaient déjà mortes en janvier 2026 des suites de ces coupes : victimes du sida faute de traitements, du paludisme, de la tuberculose, de la pneumonie, de la malnutrition. Ces estimations n'ont pas encore été validées par des pairs, mais toutes les études convergent. La revue médicale The Lancet projetait en 2025 que la suppression de l'aide américaine pourrait causer plus de quatorze millions de décès supplémentaires d'ici 2030, dont près de cinq millions d'enfants de moins de cinq ans. L'Afrique subsaharienne paie le plus lourd tribut. On ne gouverne pas un État comme on optimise une usine : derrière chaque ligne budgétaire supprimée, il y avait une clinique, un dispensaire, un enfant.

Musk est parti du gouvernement en 2025. Ses entreprises, elles, n'ont pas quitté le guichet de l'État. Selon le Democracy Defenders Fund, une organisation non partisane de défense de l'éthique publique, elles ont obtenu depuis son départ du DOGE quelque dix milliards de dollars de contrats et de subventions fédérales, dont un contrat de 5,9 milliards de dollars de SpaceX avec la Force spatiale et un contrat de 200 millions de dollars du Pentagone pour sa société d'intelligence artificielle xAI. Les Démocrates entendent aussi examiner les accusations selon lesquelles Musk aurait restreint l'accès au réseau Starlink en Ukraine pour servir la stratégie de pression de Trump sur Kyiv, et aurait poussé l'Administration fédérale de l'aviation à écarter un contrat de l'opérateur Verizon au profit de Starlink. Ce sont, à ce stade, des accusations ; c'est précisément pourquoi elles doivent être instruites.

Trump a compris le danger. Le 2 novembre, à la veille du scrutin, il a déclaré qu'il pourrait gracier préventivement Musk et certains de ses collaborateurs si les Démocrates gagnaient le Congrès, pour les « protéger ».

Le président conserve, certes, son droit de grâce. Mais le calcul est mauvais. Une grâce présidentielle peut effacer des poursuites pénales fédérales ; elle ne protège ni des poursuites engagées par les États, ni des convocations du Congrès. Mieux : celui qui l'accepte ne peut plus invoquer, pour ces faits, le droit constitutionnel de garder le silence afin de ne pas s'incriminer. Gracié, Musk pourrait être contraint de témoigner sous serment. La grâce qui devait le protéger le livrerait aux commissions d'enquête. Et elle sonnerait aux yeux du pays comme un aveu.

Une démocratie qui a tenu bon

Il faut mesurer ce que ce scrutin avait d'improbable. Pendant deux ans, tout a été fait pour décourager le contre-pouvoir. Les grands médias ont été poursuivis devant les tribunaux et plusieurs ont préféré payer : ABC, CBS, Meta et YouTube ont versé ensemble quelque 80 millions de dollars pour clore les procédures engagées par le président. Les juges qui lui résistaient ont été insultés, les fonctionnaires qui refusaient de plier ont été congédiés, les inspecteurs généraux chargés de surveiller les ministères ont été écartés. Le pouvoir a multiplié, avant même le scrutin, les accusations de fraude, comme pour préparer le terrain à des contestations.

En Alaska, l'administration Trump est allée jusqu'à saisir la justice pour empêcher la certification du résultat si le sénateur Républicain arrivait derrière sa rivale Démocrate. Un juge fédéral a rejeté cette requête l'avant-veille du vote. La justice a tenu. Les administrations électorales des États, Républicaines comme Démocrates, ont tenu. Et surtout, les électeurs ont tenu : selon l'agence AP, près de dix millions d'Américains de plus qu'en 2022 avaient déjà voté par anticipation à la veille du scrutin. Au Mississippi, le candidat Démocrate saluait une participation « historique ».

Cette mobilisation est une leçon pour toutes les démocraties, y compris les plus fragiles. On a beaucoup écrit que l'Amérique glissait vers l'autoritarisme. Elle a démontré, le 3 novembre, qu'un peuple qui garde l'usage de son bulletin garde le dernier mot. Les institutions ne se défendent pas seules ; elles se défendent par ceux qui s'en servent. Des millions de citoyens ordinaires ont fait la queue, rempli leur bulletin, surveillé les dépouillements. Ils ont rappelé au monde que la démocratie américaine, malmenée, humiliée, n'était pas morte.



À Austin, les partisans de Gina Hinojosa acclament la nouvelle gouverneure élue du Texas, le soir du 3 novembre 2026. Photo Leila Saidane pour The Texas Tribune.

L'heure des comptes

Le 3 janvier 2027, la récréation sera terminée. Les présidents Démocrates des commissions du Congrès pourront exiger les contrats, les courriels et les relevés bancaires, convoquer les témoins sous serment et publier leurs conclusions. Dès la nuit électorale, le chef de file Démocrate de la commission de contrôle de la Chambre, Robert Garcia, a résumé l'état d'esprit de la nouvelle majorité d'une formule : « Prenez un avocat. » Chaque dollar émirati, chaque dîner payé en cryptomonnaie, chaque contrat obtenu par les fils, chaque faveur accordée devra être expliqué.

Trump a déjà choisi sa riposte : le veto, qu'il appelle son « pouvoir ultime ». Il gouvernera désormais à coups de décrets, comme un monarque assiégé. Mais le Congrès tient la bourse. Il pourra refuser les crédits, bloquer les nominations, y compris à la Cour suprême si un siège se libère, et dresser chaque semaine, devant le pays, l'inventaire des abus. La question d'une troisième mise en accusation, l'impeachment, est désormais posée. La Chambre peut la voter à la majorité simple ; la destitution exigera au Sénat deux tiers des voix, soit 67 sénateurs sur cent, et donc que des Républicains choisissent enfin la Constitution plutôt que leur chef. Chaque révélation des commissions d'enquête rapprochera ce moment.

Le Parti Républicain entre fidélité à Trump et reconquête

Pour le Parti Républicain, celui d'Abraham Lincoln au XIX^{e} siècle et de Ronald Reagan au XX^{e}, l'heure de la vérité a sonné. Pendant dix ans, il s'est soumis à un homme. Il a renié son libre-échangisme, son atlantisme, sa prétendue rigueur budgétaire et jusqu'à son attachement proclamé à l'ordre et à la loi. Il en paie aujourd'hui le prix. Les élus qui ont survécu savent désormais que la loyauté à Trump ne protège plus. Elle condamne.

La guerre de succession est ouverte. JD Vance, héritier désigné, est aussi le plus exposé : dans l'Ohio, son propre État, le parti vient de perdre à la fois le siège de sénateur et le poste de gouverneur, et il a lui-même reconnu le poids de la guerre en Iran dans la défaite. Marco Rubio, secrétaire d'État, porte le bilan d'une diplomatie qui a brouillé l'Amérique avec ses alliés sans rien obtenir de ses adversaires. Le 22e amendement de la Constitution interdit à Trump de solliciter un troisième mandat ; il conservera pourtant, jusqu'au bout, le pouvoir de briser les carrières dans les primaires. Le moment où les élus Républicains commenceront à voter avec les Démocrates pour obtenir des documents, encadrer la guerre ou bloquer une nomination marquera le début de la fin du trumpisme. Ce moment approche.

Les morts de Minneapolis

Au cœur de ce bilan, il y a des morts. En janvier 2026, à Minneapolis, Renée Good a été abattue par un agent de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement, la police fédérale de l'immigration et des douanes), et Alex Pretti tué par des agents de la police fédérale des frontières. Les images et les témoignages recueillis par l'agence Reuters ont contredit les versions officielles. Des citoyens sont morts sous les balles de l'État fédéral, et l'État a menti sur les circonstances de leur mort. Voilà ce que devient la lutte contre l'immigration lorsqu'elle se transforme en démonstration de force. Il y a une ironie dans cette croisade contre l'immigration. Donald Trump est lui-même le petit-fils de Friedrich Trump, un Allemand arrivé à New York en 1885.

Derrière ces drames, une machine. La loi de juillet 2025 a offert à l'ICE près de 75 milliards de dollars jusqu'en 2029, dont 45 milliards pour la seule détention, un budget digne d'une armée. Le Government Accountability Office (GAO), l'organisme d'audit du Congrès américain, a relevé de graves défaillances dans le centre de détention de Camp East Montana, au Texas. Le nouveau Congrès devra ouvrir les portes de ces camps d'internement, exiger les contrats, conserver les images, garantir l'accès des détenus à un avocat, et poursuivre jusqu'au sommet de la chaîne de commandement ceux qui ont donné les ordres et dissimulé les preuves. Car il faut le dire sans détour : cette politique n'a jamais eu pour but principal la sécurité des Américains. Elle a servi à désigner un ennemi intérieur, l'immigré, pour détourner la colère des véritables responsables de la vie chère.

Les mêmes qui promettaient de chasser les « criminels étrangers » ont arrêté des travailleurs agricoles, des parents venus chercher leurs enfants à l'école, des résidents installés depuis des décennies, et jusqu'à des citoyens américains pris pour cibles en raison de leur apparence. L'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie ont regardé avec effroi ces images de familles séparées et de détenus enchaînés, renvoyés par avions entiers. Les électeurs hispaniques, en se détournant massivement des Républicains, ont dit ce qu'ils en pensaient. Une démocratie se juge à la manière dont elle traite ceux qui n'ont pas le droit de vote. En Afrique aussi, ces accords appellent des comptes. L'Eswatini a reçu 5,1 millions de dollars de Washington dans le cadre d'un accord pour accueillir des ressortissants de pays tiers expulsés par les États-Unis. Des êtres humains ainsi déracinés servent de monnaie d'échange dans une politique d'expulsions sous contrat.

Une guerre choisie, des alliés trahis

Le 28 février 2026, les États-Unis et Israël ont frappé l'Iran. Dès le lendemain, des responsables de l'administration reconnaissaient à huis clos, devant des collaborateurs du Congrès, qu'aucun renseignement n'indiquait que Téhéran s'apprêtait à attaquer les forces américaines. La « menace imminente » invoquée pour se passer de l'autorisation du Congrès n'existait pas. Huit mois plus tard, aucune paix n'est en vue, les frappes n'ont pas fait plier l'Iran et le détroit d'Ormuz, artère du pétrole mondial, demeure sous tension. L'homme qui avait juré d'en finir avec les « guerres sans fin » en a ouvert une, sans nécessité démontrée et sans issue. Son propre vice-président, JD Vance, impute lui-même à cette guerre une part de la défaite. Elle a coûté bien davantage au monde.

Envers ses alliés, Trump a mené une guerre d'une autre nature. Il a infligé des droits de douane au Canada et à l'Europe tout en exigeant leur loyauté stratégique. Ottawa a dû défendre ses usines lors de la révision de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM). Les Européens ont négocié leurs tarifs pendant que leur propre sécurité se discutait avec Moscou, sans eux. Les alliés ont compris que leur dépendance envers Washington pouvait être retournée contre eux comme une arme. La parole américaine, pilier de l'ordre international depuis 1945, s'est dévaluée plus vite que le dollar.

Et cette brutalité envers les amis n'a rien obtenu des adversaires. Sur l'Ukraine, Moscou n'a rien concédé, et les Européens restent tenus à l'écart des tractations des émissaires de Trump, au premier rang desquels son ami Steve Witkoff et son gendre Jared Kushner. Face à Pékin, le sommet de septembre avec Xi Jinping n'a accouché que d'une trêve commerciale de deux mois, sans rien régler des droits de douane, des terres rares ou des technologies. Des tapis rouges, des poignées de main, des superlatifs : beaucoup de mise en scène, aucun engagement. Le « maître de la négociation » est rentré les mains vides.

L'Afrique du Sud, cible d'un mensonge d'État

S'il fallait un exemple de la manière dont ce pouvoir fabrique des mensonges pour en faire une politique, l'Afrique du Sud le fournirait. Depuis 2025, Trump répète que les fermiers blancs afrikaners y seraient victimes de persécutions, voire d'un « génocide », et que leurs terres seraient confisquées. Le 21 mai 2025, il a tendu un véritable guet-apens au président Cyril Ramaphosa dans le Bureau ovale, en présence d'Elon Musk : lumières baissées, projection d'une vidéo montée pour l'occasion, articles imprimés brandis devant les caméras. L'une des images censées montrer des fermiers blancs enterrés provenait en réalité d'un reportage sur des violences au Congo, à Goma. Ramaphosa a calmement rappelé que la grande majorité des victimes de la criminalité dans son pays sont noires. À cette date, aucune terre n'avait été saisie sans indemnisation en vertu de la nouvelle loi sud-africaine sur l'expropriation. Malgré tout, le mensonge a été érigé en doctrine.

Car il ne s'est pas agi d'une simple sortie. Washington a réduit à 7 500 le nombre annuel de réfugiés admis aux États-Unis, en réservant l'essentiel des places aux Sud-Africains blancs, tandis que les portes se fermaient aux réfugiés fuyant les guerres d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient. Trump a boycotté le sommet du G20,

le forum des vingt premières économies mondiales, réuni à Johannesburg en novembre 2025, le premier jamais organisé sur le sol africain, puis annoncé que l'Afrique du Sud ne serait pas invitée à celui que les États-Unis accueilleront en 2026. Et le 2 novembre 2026, à la veille du scrutin, son administration a annoncé l'exclusion de l'Afrique du Sud de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), la loi qui accorde aux exportations africaines un accès sans droits de douane au marché américain. Parmi les griefs avancés figure, selon la presse sud-africaine, l'exigence que Pretoria renonce, pour les investisseurs américains, aux règles de promotion économique des Noirs adoptées après l'apartheid. Des milliers d'emplois sont menacés dans les vergers d'agrumes du Cap et dans l'industrie.

Il n'est pas indifférent qu'Elon Musk, enfant de Pretoria, ait été l'un des plus bruyants propagateurs de la thèse du « génocide blanc » sur son réseau social. Ni que sa société Starlink se soit heurtée en Afrique du Sud à ces mêmes règles de participation noire au capital des entreprises, Musk affirmant qu'on lui refusait une licence parce qu'il « n'est pas noir », ce que le gouvernement sud-africain a démenti. Quand les intérêts d'un milliardaire, les fantasmes d'une base électorale et la politique étrangère d'une superpuissance se confondent, c'est tout un continent qui est pris en otage. Les Africains n'oublieront pas qu'un président américain a tenté d'humilier le successeur de Nelson Mandela avec une photographie volée au Congo.

Le monde avait jugé avant l'Amérique

Le ras-le-bol n'est pas qu'américain. L'enquête du Pew Research Center, menée auprès de plus de 42 000 adultes dans 36 pays, avait déjà enregistré l'effondrement de la confiance envers Donald Trump et le recul spectaculaire de l'image des États-Unis comme partenaire fiable, en Europe occidentale plus qu'ailleurs. Le monde avait rendu son verdict. Le 3 novembre, l'Amérique a rejoint le monde.

En 2026, plusieurs figures de la droite nationaliste ont essuyé des revers. L'Allemagne offre un contre-exemple. Le 6 septembre, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti d'extrême droite, est arrivée en tête des élections régionales en Saxe-Anhalt, avec 43,8 % des voix au scrutin de liste. En Hongrie, Péter Magyar a mis fin au règne de Viktor Orbán, modèle revendiqué de la droite trumpiste. En Serbie, le camp d'Aleksandar Vučić a été battu par une liste issue du mouvement étudiant né après l'effondrement meurtrier de l'auvent de la gare de Novi Sad. Au Brésil, Lula a infligé le 25 octobre une défaite au clan Bolsonaro, allié de toujours de Trump. Demain, ça pourrait être le cas Benjamin Netanyahu qui pourrait être remplacé par Naftali Bennett soutenu par Gadi Eisenkot, à la tête d'une large coalition et hétéroclite coalition. Partout, le même scénario : des peuples longtemps sidérés par la brutalité du pouvoir personnel se réveillent lorsqu'ils mesurent ce qu'il leur coûte, dans le prix d'un plein, dans un chantier public effondré, dans le sentiment que l'État ne sert plus que quelques-uns.

L'Afrique a payé sa part de cette présidence. La réduction de l'aide américaine a fragilisé des programmes de lutte contre le sida, le paludisme et la malnutrition. Les restrictions de visas ont touché de nombreux ressortissants africains. Au Sahel, la hausse des cours du pétrole a aussi pesé sur la facture des pays importateurs. Le nouveau Congrès pourra infléchir certaines priorités budgétaires, notamment en matière d'aide extérieure.

En Afrique, la demande mondiale de lithium, de cobalt, de cuivre et de graphite ouvre des possibilités de partenariat. L'enjeu est de faire en sorte qu'une plus grande part de la valeur créée par ces filières profite aux économies africaines. Selon les pays et les projets, cela passe par la formation de techniciens, le développement de fournisseurs locaux ou la transformation des minerais sur place. La fabrication de composants pour batteries exige, elle, une alimentation électrique fiable, des compétences industrielles et des débouchés suffisants. La diversification des partenaires permet aux pays africains de choisir les projets dont les retombées seront les plus durables.



Ligne pilote de fabrication de cellules lithium-ion à Parsdorf, en Allemagne. Demain à Bamako !

Aux États-Unis, les liens d'affaires de l'entourage présidentiel posent désormais une question concrète au nouveau Congrès. Il lui revient d'établir, pièces à l'appui, si des décisions publiques ont favorisé des intérêts privés et, le cas échéant, de déterminer les responsabilités.

Une autre leçon nous concerne tous, et pas seulement les Américains. La mauvaise gouvernance, le mensonge, l'injustice finissent toujours par créer le rejet du peuple. Cela peut prendre du temps. Cela finit par arriver.

La fin de l'impunité

Donald Trump reste président. Il peut encore signer des décrets, ordonner des frappes, imposer des tarifs, gracier ses amis et opposer son veto. Mais le temps de l'impunité est terminé. Il a perdu ce qui lui permettait de tout faire sans rendre de comptes : un Congrès à genoux. À partir de janvier, chaque décision sera scrutée, chaque dollar tracé, chaque mensonge confronté aux documents. Les fils devront s'expliquer sur leurs contrats, les amis sur leurs commissions, le milliardaire sur ses marchés publics.

Le mandat confié aux Démocrates est clair, et il est exigeant. Les Américains ne leur ont pas seulement demandé de faire barrage. Ils leur ont demandé de rendre la vie de nouveau abordable, de protéger l'assurance maladie de millions de familles, de mettre fin à une guerre que personne n'a votée, de rétablir la parole de l'Amérique auprès de ses alliés et de faire la lumière sur deux années d'abus. Ils leur ont demandé, en somme, de restaurer l'idée même d'un État au service de tous, et non d'un clan. Ce mandat ne souffre ni la timidité ni la division. L'histoire jugera la nouvelle majorité à sa capacité de transformer une révolte en reconstruction.

Alexis de Tocqueville, qui avait vu dans l'Amérique le laboratoire de la démocratie moderne, écrivait que le grand privilège des Américains était d'avoir « la faculté de faire des fautes réparables ». En novembre 2024, l'Amérique a commis une faute. Le 3 novembre 2026, elle a commencé à la réparer. Le message envoyé depuis le Kansas, le Texas, la Caroline du Sud, le Michigan et bien d'autres Etats résonne bien au-delà de leurs frontières : ni l'argent des milliardaires, ni les mensonges répétés, ni la puissance d'un clan ne placent un homme au-dessus du jugement de son peuple.

- Bacary Camara

Notre temps

IBK règne, le clan gouverne.

Les errements irrationnels du regime d'IBK

Le choix d'Oumar Tata Ly comme le premier PM ministre au lendemain de son triomphe présidentiel au second tour(plus de 70%) a-t- il ete vraiment un choix intelligent, politiquement bien réfléchi?Quant on sait que son parti qui le fit roi comportait bien en son sein des cadres de tres haut niveau cumulant a la fois une belle expérience politique et rompu a la gestion administrative de l'Etat.Comment peut-on expliquer que le Directeur de sa campagne présidentielle de 2013(on peut le nommer puisque ce n'est pas interdit) Abdoulaye Maiga ne fut meme pas membre du premier gouvernement installé par le brillant banquier Tatam Ly

Sa demission si inattendue et combien tonitruante dans les medias bouleversa si fort les plans de la famille et du clan IBK, que celle-choisit plutot la voie de l'arrogance dans cette affaire qui sera fatale par la suite à la solidite et la pérennité même du régime familial d'IBK.

La grande arrogance de la famille du president l'orienta vers le choix absurde de Moussa Mara, qui n'etait pourtant ni de la famille, ni du parti qui l'a porté au pouvoir(RPM)et encore moins un grand commis de l'Etat rompu dans la gestion administrative du pays.

Celui- ci nomme Premier ministre, son premier fait d'armes aura ete son voyage chaotique sur Kidal.Un douloureux et malheureux episode qui marquera encore longtemps les esprits des maliens.Moussa Mara avait- il reellement le profil de l'emploi?Certes,il jeune,Universitaire,forme dans l'hexagone et au parcours flamboyant dans le monde du prive, mais il n'avait pas sa place a la tete de la primature, pour exécuter un programme et un projet de societe mûrement pense et réfléchi par la Direction politique du RPM.Et du coup,

IBK et son clan payement cash, ce manque de respect et de reconnaissance envers le RPM.

Pendant ce temps certains ministres et enfants gâtés du régime se préparaient discrètement depuis deux ans, a la succession du vieux...

B.CAMARA, Phenix





- Ambassade de la République du Mali à Riyadh -Arabie Saoudite

#Riyadh, 05 novembre 2026

À l'occasion de sa prise de fonction, Monsieur Darhamane Idrissa ASCOFARE, récemment nommé Consul général du Mali à Djeddah rend une visite de courtoisie à Son Excellence Monsieur Ibrahima Dahirou DEMBÉLÉ, Ambassadeur de la République du Mali en Arabie saoudite.



- Abdallah Yattara

Expulsion massive des ressortissants burkinabés en Guinée : d'un côté la Guinée veut protéger son environnement (faunes et flores), de l'autre côté les burkinabés se sentent humiliés par la manière de l'expulsion. Et le Mali dans ça ? Notre pays subit les effets collateraux et se trouve entre l'enclume et le marteau : s'alligner derrière un membre de l'espace confedérale (Burkina Fasso) ou protégé une rélation historique et profonde (Guinée Conakry) ?

Nos autorités doivent faire énormement attention dans la gestion de cet événement . Pour moi la prudence et la neutralité s'imposent à nos autorités.

Et vous ?

- Seydina Oumar Touré

Le Président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, est allé suivre une finale d'une discipline sportive aux JOJ, sans bruit, sans mise en scène, en toute responsabilité.

Mais pour le Président de l'Assemblée nationale, Ousmane Sonko, il faut une annonce 24 heures avant, un meeting, des lives pour ameuter toute la République.

Je sais qu'il faut trouver un travail à monsieur Wally Diouf Bodian avec son poste radio, mais la deuxième personnalité de la République devrait s'abstenir de politiser un événement sportif comme les JOJ, pour prouver une popularité en perte de vitesse.

À travers cet événement, au-delà des clivages et des appartenances politiques, c'est le drapeau national qui nous rassemble. Notre devoir républicain, en tant que Sénégalais, est de nous unir pour faire rayonner le Sénégal aux yeux du monde, loin de toute récupération partisane.

On peut ne pas être un homme d'État, mais on ne doit jamais oublier que nous sommes des hommes dans un État de droit.

Seydina Oumar Touré.



- Alou Badra Haîdara

MENEFP–Moov Africa Malitel : un partenariat consolidé au service de la jeunesse malienne

Madame Oumou Sall Seck, Ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, a reçu en audience, ce mardi, Monsieur Abdellah Tabhiret, Directeur général de Moov Africa Malitel.

Cette rencontre a été marquée par des échanges fructueux autour des perspectives de renforcement de la coopération entre le Département et cet opérateur de télécommunications, notamment dans les domaines de la formation professionnelle, de l'entrepreneuriat et de l'insertion socio-économique des jeunes.

À cette occasion, le Directeur général de Moov Africa Malitel a exprimé sa reconnaissance à Madame le Ministre pour sa participation à la cérémonie de remise de vivres et d'équipements organisée le 26 octobre 2026, dans le cadre de la 31e édition du Mois de la Solidarité et de la Lutte contre l'Exclusion.



- Sambou Sissoko

LE SIGNATAIRE QUI MANQUAIT

Un mois après le retour à Kidal, pourquoi la paix ne se fera pas sans Iyad ag Ghali

Le 6 octobre 2026, l'armée malienne est entrée dans Kidal sans combattre. Elle était accompagnée de soldats russes d'Africa Corps et de deux groupes armés touaregs alliés, le GATIA et le MSA. Un mois plus tard, la junte fête toujours le drapeau hissé sur la ville. Mais les faits sont moins glorieux. Les rebelles du FLA sont partis sans se battre, après plusieurs jours de bombardements. L'armée a trouvé une ville presque vide. Elle la ravitaille surtout par avion, car la route de Gao n'est pas sûre. En moins de trois ans, Kidal a changé de mains trois fois : en novembre 2023, en avril 2026, puis en octobre 2026. Une ville qui change aussi souvent de drapeau n'est pas conquise. Elle est seulement occupée, en attendant le prochain retournement.

Regardons qui est entré dans Kidal. Le GATIA appartenait à la Plateforme, l'un des deux camps qui ont signé l'Accord de paix de 2015. Le MSA, né en 2016 d'une scis-

sion du MNLA, s'est rangé depuis aux côtés de l'armée. L'autre camp signataire, la CMA, s'est fondu fin 2024 dans le FLA. Et depuis avril 2026, le FLA combat aux côtés du JNIM, le groupe d'Iyad ag Ghali. Les deux camps de 2015 sont donc toujours là, et toujours armés. Le premier marche avec l'armée. Le second marche avec Iyad ag Ghali.

Revenons en 2015. L'Accord d'Alger est signé à Bamako le 15 mai, puis par la CMA le 20 juin. Un nom manque : celui d'Iyad ag Ghali. Ce n'est pas un oubli. Son mouvement, Ansar Dine, est classé « terroriste », et personne ne veut de lui à la table, ni les partenaires étrangers ni Bamako. Pourtant, l'Accord est signé avec son entourage. Le HCUA, l'un des piliers de la CMA, a été créé en 2013 par des cadres sortis d'Ansar Dine. Le plus connu est Alghabass ag Intalla, de la famille de l'amenokal de Kidal, à laquelle Iyad est lié par mariage. On a signé avec ses proches, et on a laissé l'homme dehors.

Or celui qu'on laisse dehors n'a aucune raison d'aider l'accord à réussir. Pendant neuf ans, l'Accord a avancé très lentement. Le regroupement des combattants a sans cesse été repoussé. Les autorités intérimaires n'ont jamais vraiment fonctionné. Le désarmement n'a jamais été achevé. Pendant ce temps, le JNIM, créé en 2017, s'installait là où l'Accord ne s'appliquait pas : au centre d'abord, puis au sud. En janvier 2024, la junte a mis fin à l'Accord. Elle enterrait un texte que le plus puissant groupe armé du pays n'avait jamais signé.

La leçon est claire. Un accord qui laisse dehors celui qui peut le faire échouer n'est pas un accord de paix. C'est une trêve entre les autres. L'Accord de 2015 n'a pas échoué malgré l'absence d'Iyad ag Ghali. Il a échoué, en grande partie, à cause d'elle.

En 2026, cette absence pèse encore plus lourd. En 2015, Iyad n'était qu'un acteur parmi d'autres au nord. Aujourd'hui, ses hommes ont montré qu'ils pouvaient fermer les routes qui approvisionnent Bamako : ils l'ont fait à partir du 3 septembre 2025. Si le blocus est levé pour le moment, c'est à la suite de négociations avec la junte, celle-là même qui jure de ne jamais discuter avec lui. Au centre, il s'appuie sur la katiba Macina d'Amadou Koufa. Et il a gagné l'alliance d'une partie de ceux qui avaient signé en 2015. On ne peut plus le contourner : tous

ceux que l'Accord a déçus se retrouvent autour de lui. Négocier avec le FLA seul, ce serait refaire l'erreur de 2015, en pire, car le FLA ne peut plus rien décider sans son allié.

Le retour à Kidal ne change rien à ce calcul. Il l'aggrave. Réinstaller dans la ville un camp de 2015 contre l'autre, c'est raviver la division qui a fait échouer l'Accord. On ne gouverne pas le Nord avec un groupe contre un autre, sous la protection d'une armée étrangère. On le gouverne avec un compromis que tous ceux qui pourraient le détruire ont intérêt à respecter.

Dire que la paix ne se fera pas sans Iyad ag Ghali, ce n'est pas dire qu'elle se fera seulement à ses conditions. C'est reconnaître qu'il est le seul à pouvoir engager en même temps les katibas du centre, le front du sud et l'alliance avec le FLA. La Conférence d'entente nationale en 2017, le Dialogue national inclusif en 2019 et le Dialogue inter-Maliens en 2024 avaient déjà recommandé d'ouvrir ce dialogue. La table devra poser ses propres exigences : la levée durable du blocus et l'arrêt des attaques. La paix ne se fera pas sans tous les acteurs, ni sans tenir compte des vraies victimes. Mais Iyad ag Ghali devra être assis en face, et non laissé derrière la porte.

En 2015, on a signé sans lui, et il a attendu. En 2026, on a repris Kidal sans lui, mais c'est avec lui qu'il a fallu discuter pour rouvrir les routes de la capitale. Un mois après, la vraie question n'est pas de savoir qui tient Kidal. C'est de savoir qui manquera, une fois de plus, à la table.



- Bacary Camara

Justice malienne

Sidi Sosso Diarra et son DAF condamnes à 5 ans avec sursis..

Mon oncle maternel feu Bekaye Camara, Architecte fut un « ami intime» de Sidi Sosso Diarra.Aujourd'hui est un grand jour pour toute la famille Diarra, ou qu'elle se trouve.

Mon oncle pourrait bien se retourner dans sa tombe et se joindre a nous pour la fete. En Afrique, les morts ne sont jamais morts.

B.CAMARA, Phénix



- Bechir Ben Haidara

On disait qu'il allait taper poteau. non,.. le gars a plutôt tapé dans le mille. Mieux, après la réussite de son concert, il annonce un autre.

Mais cette fois ci, l'artiste apparaîtra au milieu de ses fans au stade de France.

Daïshy! Accor Arena est devenu trop pétit pour Sidikiba Diabaté.

Bechir Ben Haidara, le Chérif



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

« L'ouverture se vit ici » : Quand les maires du monde entier se retrouvent les pieds dans le port et les yeux dans les robots











Du 2 au 5 novembre 2026, Ningbo, ville portuaire de l'est de la Chine, accueille le « Dialogue mondial des maires · Ningbo 2026 ». Le thème ? « Ouverture et connectivité pour des opportunités partagées » .

Outre la séance plénière, deux dialogues en situation sont organisés : l'un au port de Ningbo-Zhoushan, le plus grand port en tonnage du monde ; l'autre dans une usine de robots locale. Des maires et représentants de villes d'une dizaine de pays y participent.

Une façon concrète de mettre le thème en pratique, entre infrastructure portuaire et innovation industrielle.

Source : cgtn.com

Orpailleurs burkinabè refoulés : Bamako et Ouagadougou préparent leur retour



Le ministre burkinabè de la Sécurité, Mahamadou Sana, est arrivé à Bamako, mercredi 4 novembre 2026, pour examiner la situation de jeunes orpailleurs burkinabè refoulés de Guinée et accueillis au Mali. Leur assistance et les modalités de leur retour ont dominé les échanges avec les autorités maliennes.

Mandaté par le président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, le commissaire divisionnaire de police Mahamadou Sana conduisait une importante délégation. Il a été reçu par son homologue malien, le général de division Daoud Aly Mohammedine, ministre de la Sécurité et de la Protection civile.

Cette rencontre visait à faire le point sur la situation des ressortissants concernés et à examiner les dispositions nécessaires au renforcement de leur prise en charge. Les deux délégations ont également abordé l'organisation de leur retour au Burkina Faso, dans des conditions dignes et sécurisées.

Au cours de l'audience, le ministre burkinabè a exprimé la préoccupation des plus hautes autorités de son pays face aux difficultés rencontrées par ces jeunes. Sa démarche traduit la volonté de Ouagadougou de coordonner avec Bamako les mesures d'assistance et les préparatifs de leur retour auprès de leurs familles.

Mahamadou Sana a salué l'hospitalité du peuple malien et transmis la reconnaissance des autorités burkinabè pour l'accueil et l'accompagnement réservés à leurs compatriotes. Il a assuré que les services compétents des deux pays demeurent mobilisés pour leur apporter l'appui nécessaire.

Les informations communiquées à l'occasion de cette visite ne précisent toutefois ni le nombre de personnes concernées, ni le calendrier de leur rapatriement, ni les circonstances de leur refoulement de Guinée.

Cette concertation illustre la coopération entre le Mali et le Burkina Faso, membres de la Confédération des États du Sahel. Elle place la solidarité et l'assistance aux ressortissants au centre de la réponse apportée à cette situation.

Mohamed N'Diaye

États-Unis : Nancy Lacore, du commandement naval au Congrès



Écartée de la direction de la Réserve navale américaine en août 2025, Nancy Lacore revendique une victoire électorale en Caroline du Sud. La démocrate annonce que son adversaire républicaine, Jenny Costa Honeycutt, a reconnu sa défaite.

Le parcours de Nancy Lacore prend un nouveau tournant. Au lendemain des élections du 3 novembre 2026, l'ancienne responsable militaire a annoncé avoir remporté le scrutin dans la première circonscription de Caroline du Sud. Mercredi, les résultats demeuraient provisoires, mais la républicaine sortante Nancy Mace l'avait également félicitée.

Ancienne pilote d'hélicoptère devenue vice-amirale, Nancy Lacore a consacré trente-cinq années à la Marine américaine. Ce chiffre correspond à sa durée de service, et non à son âge. Elle avait atteint le poste de cheffe de la Réserve navale avant d'en être relevée par le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, en août 2025.

Son éviction était intervenue parallèlement à celles de plusieurs hauts responsables militaires. Aucune justification publique précise n'avait alors été fournie. Présenter cette décision comme une sanction formellement motivée par son sexe dépasserait donc les éléments établis.

Cette expérience a précédé son entrée en politique. Durant sa campagne, Lacore a mis en avant son expérience du service public et les difficultés économiques des ménages, notamment le coût des soins et l'accès au logement. Sa percée intervient dans une circonscription jusqu'ici détenue par les républicains.

Son arrivée annoncée au Congrès pourrait renforcer les critiques contre la conduite du Pentagone. Toutefois, un éventuel vote contre Hegseth ne signifierait pas automatiquement sa destitution.

La Chambre des représentants peut adopter des articles de mise en accusation. Il appartient ensuite au Sénat de juger le responsable concerné, une condamnation exigeant les deux tiers des sénateurs présents. Toute perspective de révocation reste donc soumise à cette procédure constitutionnelle et aux rapports de force parlementaires.

Arouna Sidibé

Bollé : 200 jeunes détenus formés au civisme



Le Centre de Bollé-Mineurs a accueilli la cérémonie de clôture d'une formation en citoyenneté et en civisme destinée à 200 jeunes détenus. Les ministres Mamoudou Kassogué et Abdoul Kassim Ibrahim Fomba ont coprésidé cette rencontre consacrée à l'éducation citoyenne en milieu carcéral.

Deux cents jeunes détenus mineurs du Centre de Bollé ont bénéficié d'une formation en citoyenneté et en civisme. La clôture de cette initiative a réuni le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué, et son collègue de la Jeunesse et des Sports, Abdoul Kassim Ibrahim Fomba.

La présence conjointe des deux responsables ministériels souligne la place de l'accompagnement éducatif dans la prise en charge des mineurs détenus. Elle rappelle également que la préparation de leur retour dans la société mobilise plusieurs secteurs de l'action publique.

L'apprentissage de la citoyenneté permet d'aborder les droits et les devoirs qui structurent la vie collective. Le civisme renvoie, pour sa part, au respect des règles communes, des personnes et des biens. Ces repères peuvent contribuer à donner aux jeunes des outils pour comprendre leurs responsabilités et leur place dans la communauté.

En milieu carcéral, une telle démarche éducative prend un relief particulier. Les mineurs concernés restent des jeunes en construction, dont le parcours nécessite une attention adaptée. L'éducation peut leur permettre de réfléchir à leurs comportements et de préparer une nouvelle étape de leur vie.

La cérémonie marque l'achèvement de cette formation, mais pose aussi la question de la continuité de l'accompagnement. Pour soutenir durablement la réinsertion, les acquis éducatifs gagnent à être prolongés par un suivi individualisé et des perspectives de formation ou d'apprentissage.

À Bollé, cette initiative met ainsi en lumière un enjeu essentiel : donner aux mineurs détenus les moyens de retrouver une place dans la société, avec des repères citoyens.

Fatou Sissoko

Salon des Médias : Abdoulaye Diop parraine la 5e édition

Prévue du 5 au 8 novembre 2026 au Palais de la Culture de Bamako, la cinquième édition du Salon des Médias du Mali aura pour parrain le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop. Les organisateurs lui ont rendu une visite de courtoisie mercredi 4 novembre.

À la veille de l'ouverture du Salon des Médias du Mali, les membres de la commission d'organisation ont rencontré Abdoulaye Diop. Cette visite s'inscrit dans les préparatifs de cette manifestation, qui réunira des professionnels des médias venus d'une dizaine de pays africains et d'autres horizons.

Pour les organisateurs, le choix du ministre comme parrain constitue une marque de reconnaissance envers sa contribution constante aux précédentes éditions. Ils ont notamment salué son accompagnement, qui a contribué au rayonnement de ce rendez-vous consacré aux métiers de l'information et de la communication.

Cette cinquième édition se tiendra sous le thème : « Professionnalisation des médias sociaux, viabilité économique des médias ». Deux préoccupations qui touchent directement les entreprises de presse, les journalistes et les acteurs de la communication numérique, confrontés à la transformation des usages et aux difficultés de financement.

Le Salon entend associer apprentissage pratique et réflexion collective. Les participants pourront se familiariser avec les nouveaux outils de communication numérique et échanger sur la responsabilité dans la diffusion de l'information. La professionnalisation de l'espace informationnel sera également au cœur des discussions.

Acceptant ce parrainage avec humilité, Abdoulaye Diop a rappelé l'importance que le gouvernement accorde au traitement responsable de l'information. Il a inscrit cette exigence dans la recherche d'une souveraineté narrative du Mali, évoquant un contexte de turbulences géopolitiques et de guerre médiatique.

Pendant quatre jours, les échanges porteront ainsi sur les pratiques numériques et les conditions économiques nécessaires à l'exercice durable des métiers des médias.

Fatou Sissoko



Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

APEJ : Maria Sangaré consulte les acteurs de l'emploi



La directrice générale de l'Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes (APEJ), Mme Coulibaly Maria Sangaré, a effectué, dans l'après-midi du mercredi 4 novembre 2026, une visite de courtoisie auprès des directeurs nationaux de la formation professionnelle et de l'emploi. Ces rencontres s'inscrivent dans une série de consultations engagée depuis plusieurs semaines auprès de membres du conseil d'administration de l'Agence.

Poursuivant ses échanges avec les administrateurs de l'APEJ, Mme Coulibaly Maria Sangaré a rencontré deux responsables du secteur : Yacouba Garba Maïga, directeur national de la formation professionnelle, et Abdoulaye Guindo, directeur national de l'emploi. Tous deux siègent au conseil d'administration de la structure chargée de promouvoir l'emploi des jeunes.

Ces visites ont permis d'aborder la situation générale de l'Agence et de recueillir les observations de responsables familiers des enjeux de l'emploi et de la qualification professionnelle. La directrice générale entend ainsi nourrir sa réflexion sur les moyens de renforcer l'efficacité de l'institution dans l'accomplissement de sa mission.

Au cours des échanges, les deux hauts cadres ont formulé des suggestions et des recommandations. Leurs contributions ont porté sur les défis auxquels l'APEJ doit répondre et sur les opportunités susceptibles de soutenir son action. Les informations communiquées ne détaillent toutefois pas le contenu de ces propositions ni les suites opérationnelles envisagées.

La démarche engagée par Maria Sangaré donne une place à la concertation avec les membres du conseil d'administration. Elle permet de rapprocher l'appréciation de la direction générale des analyses portées par les administrateurs, dont les responsabilités offrent des perspectives complémentaires sur les questions d'insertion professionnelle.

La rencontre avec le directeur national de la formation professionnelle présente, à cet égard, un intérêt particulier. La préparation des jeunes à l'emploi pose la question des compétences, de leur acquisition et de leur adéquation avec les activités économiques. Les échanges avec ce responsable constituent donc un cadre pour examiner l'articulation entre qualification et insertion.

La consultation du directeur national de l'emploi s'inscrit dans cette même recherche de complémentarité. Elle ouvre un espace de réflexion sur l'environnement dans lequel intervient l'APEJ, les difficultés rencontrées et les possibilités d'amélioration de son action. L'objectif annoncé reste de permettre à l'Agence de gagner en efficacité au service de sa mission.

Ces deux visites prolongent une série de rencontres initiée depuis quelques semaines. Leur succession témoigne d'une volonté de recueillir plusieurs éclairages avant de tirer les enseignements nécessaires à la conduite de la structure. Pour la direction générale, les échanges avec les administrateurs constituent ainsi une source d'orientations et de propositions.

À ce stade, aucune nouvelle mesure ni aucun programme particulier n'a été annoncé dans le compte rendu transmis. L'accent est mis sur l'écoute, l'examen de la situation de l'Agence et la collecte de recommandations auprès de responsables du secteur.

L'enjeu sera désormais de traduire les contributions recueillies en améliorations concrètes dans la mise en œuvre des missions de l'APEJ. Ces consultations constituent une étape de dialogue institutionnel autour d'une priorité commune : renforcer l'accompagnement des jeunes vers l'emploi et mieux mobiliser les possibilités offertes par la formation professionnelle.

Mohamed N'Diaye



Agriculture : L'État et le patronat structurent leur dialogue



Le ministère de l'Agriculture et le Conseil national du patronat du Mali (CNPM) ont engagé, mercredi 4 novembre 2026, les premières discussions pour instaurer un cadre permanent de concertation. Financement, recherche et organisation des filières figurent parmi les priorités de cette collaboration.

Le dialogue entre les pouvoirs publics et le secteur privé agricole amorce une nouvelle étape. Réunis au Département de l'Agriculture, les représentants du ministère et du CNPM ont tenu une première séance de travail consacrée à la préparation d'un cadre de concertation et de travail permanent entre leurs deux institutions.

Cette rencontre avait pour objectif de poser les bases de leur collaboration, de permettre un premier contact entre les parties prenantes et d'examiner le document de concertation proposé. Les participants ont ainsi passé en revue les orientations soumises à leur appréciation, tout en formulant des propositions destinées à améliorer le dispositif envisagé.

Quatre axes stratégiques ont principalement retenu l'attention : l'élargissement du Comité de pilotage du coton, le financement de la recherche agricole, le financement de l'agrobusiness et la structuration des filières agricoles. Ces sujets constituent les premiers domaines autour desquels les deux parties souhaitent organiser leurs échanges et leur travail commun.

Concernant le coton, les discussions ont porté sur l'élargissement du Comité de pilotage. Inscrite dans le document proposé, cette perspective figure parmi les questions à approfondir dans la poursuite du processus. Les informations communiquées ne précisent toutefois ni la composition envisagée ni les modalités de cet élargissement.

Le financement de la recherche agricole constitue un autre chantier identifié. Sa présence parmi les priorités traduit l'attention accordée à la recherche dans les réflexions sur l'accroissement de la productivité. À ce stade, les échanges relèvent de la préparation du cadre de collaboration, sans annonce de mécanisme financier précis.

Le financement de l'agrobusiness et la structuration des filières agricoles complètent les principaux axes examinés. À travers ces deux volets, le ministère et le patronat entendent encourager davantage l'investissement privé et contribuer au développement durable des filières. Les prochaines séances devront permettre de poursuivre l'examen des propositions figurant dans les documents de travail.

Cette première réunion a surtout permis d'apprécier les documents soumis, de confronter les différentes propositions et d'identifier des pistes d'amélioration. L'enjeu affiché est de rendre le futur cadre de concertation plus opérationnel, afin qu'il puisse soutenir un dialogue régulier et un travail suivi entre les deux institutions.

À l'issue des discussions, les participants ont convenu de se retrouver le mercredi 11 novembre 2026. Cette nouvelle rencontre permettra de poursuivre les travaux engagés et l'examen des améliorations proposées. Le processus reste donc dans une phase de préparation, avec une volonté commune de maintenir les échanges.

Pour le ministère de l'Agriculture et le CNPM, cette initiative doit contribuer à renforcer le dialogue public-privé et à améliorer les mécanismes de financement du secteur agricole. La mobilisation de l'investissement privé, l'accroissement de la productivité et le développement durable des filières constituent les objectifs annoncés. Leur traduction dans le cadre permanent en préparation sera au cœur des travaux à venir entre les deux parties.

Mohamed N'Diaye



Orpailleurs refoulés : Bamako et Ouagadougou se concertent



Le ministre burkinabè de la Sécurité, le commissaire divisionnaire de police Mahamadou Sana, est arrivé à Bamako, mercredi 4 novembre 2026, à la tête d'une importante délégation. Cette visite intervient après l'arrivée au Mali de plusieurs jeunes orpailleurs burkinabè refoulés de Guinée. Leur prise en charge et les conditions de leur retour au Burkina Faso constituent les principaux sujets de concertation entre les deux pays.

La situation des ressortissants burkinabè refoulés de la République de Guinée suscite la mobilisation des autorités de Ouagadougou. Mandaté par le président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, Mahamadou Sana a effectué le déplacement dans la capitale malienne afin de s'informer directement de leurs conditions d'accueil et d'examiner les mesures nécessaires à leur accompagnement.

Le ministre burkinabè a été reçu en audience par son homologue malien, le général de division Daoud Aly Mohammedine, ministre de la Sécurité et de la Protection civile. Cette rencontre a permis d'aborder la situation des jeunes concernés ainsi que les modalités de renforcement de leur prise en charge sur le territoire malien.

Au centre des échanges figurait également la préparation de leur retour au Burkina Faso. Les deux parties ont examiné les dispositions à prendre pour que ce déplacement puisse s'effectuer dans des conditions dignes et sécurisées. Pour les autorités burkinabè, il s'agit de faciliter le retour de leurs compatriotes auprès de leurs familles, en coordination avec les services maliens.

À cette occasion, Mahamadou Sana a transmis la préoccupation des plus hautes autorités de son pays face aux difficultés rencontrées par ces ressortissants. Sa présence à Bamako traduit la volonté de Ouagadougou de suivre leur situation et de participer à l'organisation de l'assistance nécessaire.

Le ministre a salué l'hospitalité du peuple malien. Il a exprimé la reconnaissance des autorités burkinabè pour l'accueil et l'accompagnement réservés à leurs compatriotes. Ces remerciements ont souligné le rôle de la partie malienne dans la réponse apportée à leur arrivée.



Mahamadou Sana a assuré que les autorités burkinabè demeurent pleinement mobilisées, en étroite collaboration avec leurs homologues maliennes. Cette coopération doit permettre d'articuler l'assistance aux personnes concernées et les préparatifs de leur retour, deux dimensions complémentaires de la démarche engagée.

Les informations communiquées ne précisent toutefois ni le nombre exact de jeunes orpailleurs concernés, ni les circonstances de leur refoulement de Guinée. Aucun calendrier détaillé de retour n'a été annoncé dans les éléments disponibles. Les modalités concrètes de transport et d'accompagnement restent également à préciser.

Ces informations seront importantes pour apprécier l'ampleur de la prise en charge et suivre les suites de la concertation ministérielle. À ce stade, la visite permet surtout de placer la situation de ces ressortissants au cœur des échanges entre les responsables de la sécurité des deux pays.

Membres de la Confédération des États du Sahel, le Mali et le Burkina Faso mettent ainsi en avant leur solidarité et leur volonté d'assistance mutuelle. Pour les jeunes orpailleurs accueillis au Mali, la priorité annoncée reste une prise en charge adaptée, suivie d'un retour sécurisé dans leur pays auprès de leurs proches.

Arouna Sidibé

FAO-UNICEF : Une coopération renforcée pour les familles



La Représentation de la FAO au Mali et UNICEF Mali souhaitent approfondir leur coopération au bénéfice des enfants et des familles. Lors d'une rencontre, les représentants des deux agences des Nations unies ont examiné les perspectives d'actions complémentaires dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et du développement durable.

Mieux articuler les interventions pour renforcer la résilience des communautés : telle est l'ambition affichée par la FAO et l'UNICEF au Mali. Les responsables des deux institutions ont échangé sur les possibilités de rapprochement entre leurs activités, avec une attention particulière portée au bien-être et à l'avenir des filles et des garçons.

Cette concertation repose sur une volonté commune : conjuguer les expertises, les ressources et les interventions afin de contribuer davantage à l'amélioration des conditions de vie des populations. Les deux agences entendent ainsi renforcer la complémentarité de leurs approches au service des communautés et des ménages qui ont besoin d'accompagnement.

La sécurité alimentaire figure parmi les principaux domaines de coopération évoqués. Elle constitue un enjeu directement lié à la vie quotidienne des familles, à leur capacité à satisfaire leurs besoins et aux conditions dans lesquelles grandissent les enfants. L'accès à une alimentation suffisante et adaptée représente, à cet égard, un point de convergence entre les préoccupations des deux institutions.

La nutrition occupe également une place centrale dans les perspectives examinées. La disponibilité des aliments et la satisfaction des besoins nutritionnels sont étroitement liées, mais appellent des interventions complémentaires. En rapprochant leurs compétences, la FAO et l'UNICEF souhaitent inscrire leurs actions dans une démarche plus cohérente, attentive aux besoins des enfants comme à ceux de leur environnement familial.



Le développement durable constitue le troisième axe mentionné dans les échanges. L'objectif affiché de résilience renvoie à la capacité des communautés à faire face aux difficultés, à préserver leurs ressources et à construire des perspectives plus stables. Cette ambition suppose d'articuler les réponses aux besoins immédiats avec un accompagnement inscrit dans la durée.

Dans cette démarche, les filles et les garçons occupent une place prioritaire. Leur bien-être est présenté comme une finalité commune de la coopération envisagée. En agissant auprès des familles et des communautés, les deux agences cherchent à contribuer à un cadre de vie plus favorable à leur développement et à leur avenir.

Les informations communiquées à l'issue de la rencontre ne détaillent toutefois ni de nouveaux projets, ni les financements mobilisables, ni un calendrier de mise en œuvre. Elles mettent essentiellement en avant une volonté de renforcer le partenariat et d'identifier les complémentarités possibles entre les interventions.

La portée concrète de cette concertation dépendra donc des actions qui en découleront et de leur articulation sur le terrain. Pour les populations concernées, l'enjeu sera de bénéficier d'un accompagnement cohérent, répondant à la diversité de leurs besoins.

À travers ce rapprochement, la FAO et l'UNICEF rappellent leur conviction que l'action collective constitue une force du système des Nations unies au Mali. Leur ambition commune est de traduire cette complémentarité en bénéfices durables pour les enfants, les familles et les communautés.

Moussa Diarra

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Autorités traditionnelles : Les préparatifs se précisent



La Commission nationale d'organisation de la Journée nationale des Autorités et Légitimités traditionnelles s'est réunie, mardi 3 novembre 2026, sous la présidence du ministre Mamou Daffé. Consacrée aux préparatifs de l'événement, cette séance a permis de recueillir les propositions des parties prenantes et de préciser les exigences de coordination nécessaires à sa réussite.

La salle de conférence du ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme a accueilli cette rencontre de concertation. Autour du ministre Mamou Daffé étaient réunis des représentants des autorités et légitimités traditionnelles, notamment des chefs de quartier et des Donsos, ainsi que des représentants des départements ministériels associés à l'organisation.

Cette diversité de participants a permis de croiser les contributions des acteurs concernés par la préparation de la journée. Les échanges ont porté sur les dispositions à envisager pour assurer le bon déroulement de l'événement, en tenant compte des propositions et des recommandations exprimées au sein de la commission nationale.

La rencontre a ainsi offert un cadre de dialogue entre les représentants des institutions publiques et ceux des autorités traditionnelles. Leur participation commune aux travaux constitue un élément central de la démarche retenue pour préparer cette manifestation nationale et associer ses différentes composantes à son organisation.

Plusieurs innovations ont été proposées au cours de la séance. Elles visent, selon les informations communiquées, à renforcer la portée et le caractère de l'événement. Leur contenu n'a toutefois pas été détaillé dans le compte rendu de la réunion. Les échanges ont surtout mis l'accent sur la recherche d'une organisation à la hauteur de cette journée.

Présidant les travaux, Mamou Daffé a donné des orientations pour améliorer le suivi des recommandations formulées par les participants. Il a également insisté sur la nécessité d'une coordination efficace des actions à entreprendre. Ces indications doivent guider la poursuite des préparatifs et permettre une meilleure articulation des contributions des différentes parties prenantes.

Le suivi des échanges apparaît donc comme l'un des principaux points d'attention de la commission. La préparation de la journée suppose de traduire les propositions recueillies en dispositions concrètes, tout en assurant la cohérence des interventions des acteurs mobilisés. La réunion du 3 novembre s'inscrit dans cette phase de concertation et d'organisation.

Le ministre a, par ailleurs, félicité les membres de la commission pour leur engagement et leur contribution aux travaux. Il les a exhortés à redoubler d'efforts afin d'assurer la réussite de cette manifestation dédiée aux autorités et légitimités traditionnelles.

Cette mobilisation collective doit accompagner les prochaines étapes des préparatifs. Les représentants présents sont appelés à poursuivre leur contribution dans le cadre des orientations données, avec une attention particulière au suivi des recommandations et à la coordination des actions annoncées.

Le compte rendu transmis ne précise ni la date de célébration ni le programme détaillé de la journée. À ce stade, les travaux de la commission mettent en évidence une priorité : construire une organisation concertée, associant les autorités traditionnelles et les services publics concernés, pour donner à ce rendez-vous national toute la portée souhaitée par ses organisateurs.

Fatou Sissoko



COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Resultats et Ameliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

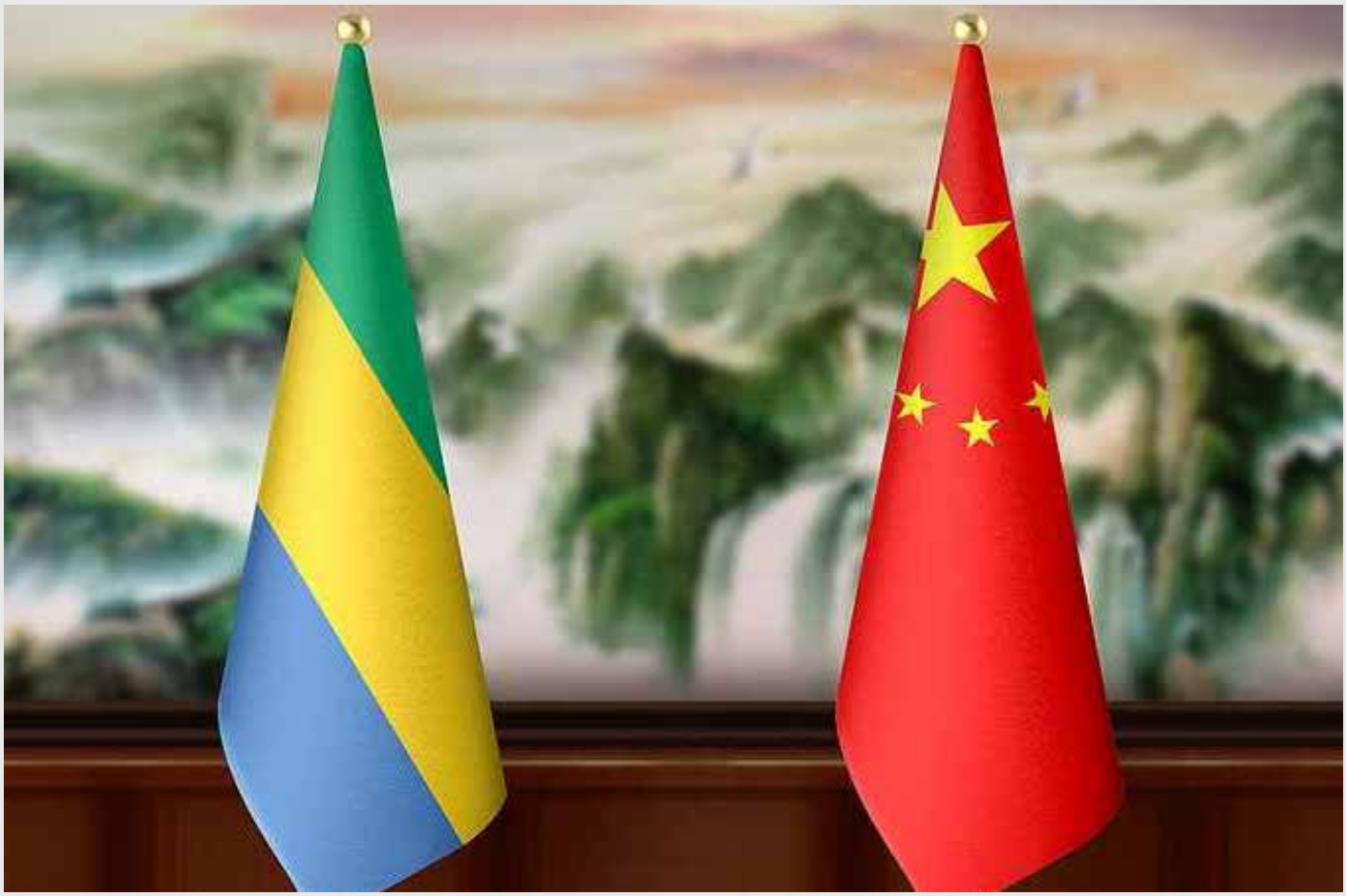
Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

Coopération sino-gabonaise : Brice Clotaire Oligui Nguema à Beijing pour dynamiser les liens



Le président de la République gabonaise, Brice Clotaire Oligui Nguema, effectue une visite d'État en Chine du 3 au 7 novembre à Beijing sur l'invitation de son homologue chinois Xi Jinping. Ce déplacement, qui intervient dans la 52e année des relations diplomatiques entre les deux pays, dénote une volonté commune de renouveler la confiance mutuelle et d'inscrire la coopération dans de nouvelles perspectives d'un partenariat gagnant-gagnant.

De partenariat de coopération globale en 2016, la coopération sino-gabonaise a été érigée au rang de partenariat stratégique global à l'occasion du Sommet du Forum sur la coopération sino-africaine en septembre 2024 à Beijing. Cette coopération qui couvre plusieurs domaines de développement a connu en 2025 des échanges commerciaux estimés à 3,19 milliards de dollars, soit une hausse de 8,3 %. Avec l'entrée en vigueur le 1er mai 2026 de la politique d'exonération de taxes douanières pour les produits de 53 pays africains entrant sur le marché chinois, l'on peut affirmer que les échanges économiques et commerciaux entre la Chine et le Gabon vont connaître un dynamisme. Au-delà du manganèse, du pétrole brut et du bois que le Gabon exporte sur le marché chinois, il pourrait exploiter davantage les opportunités du tarif zéro douane en diversifiant les produits destinés à l'exportation.

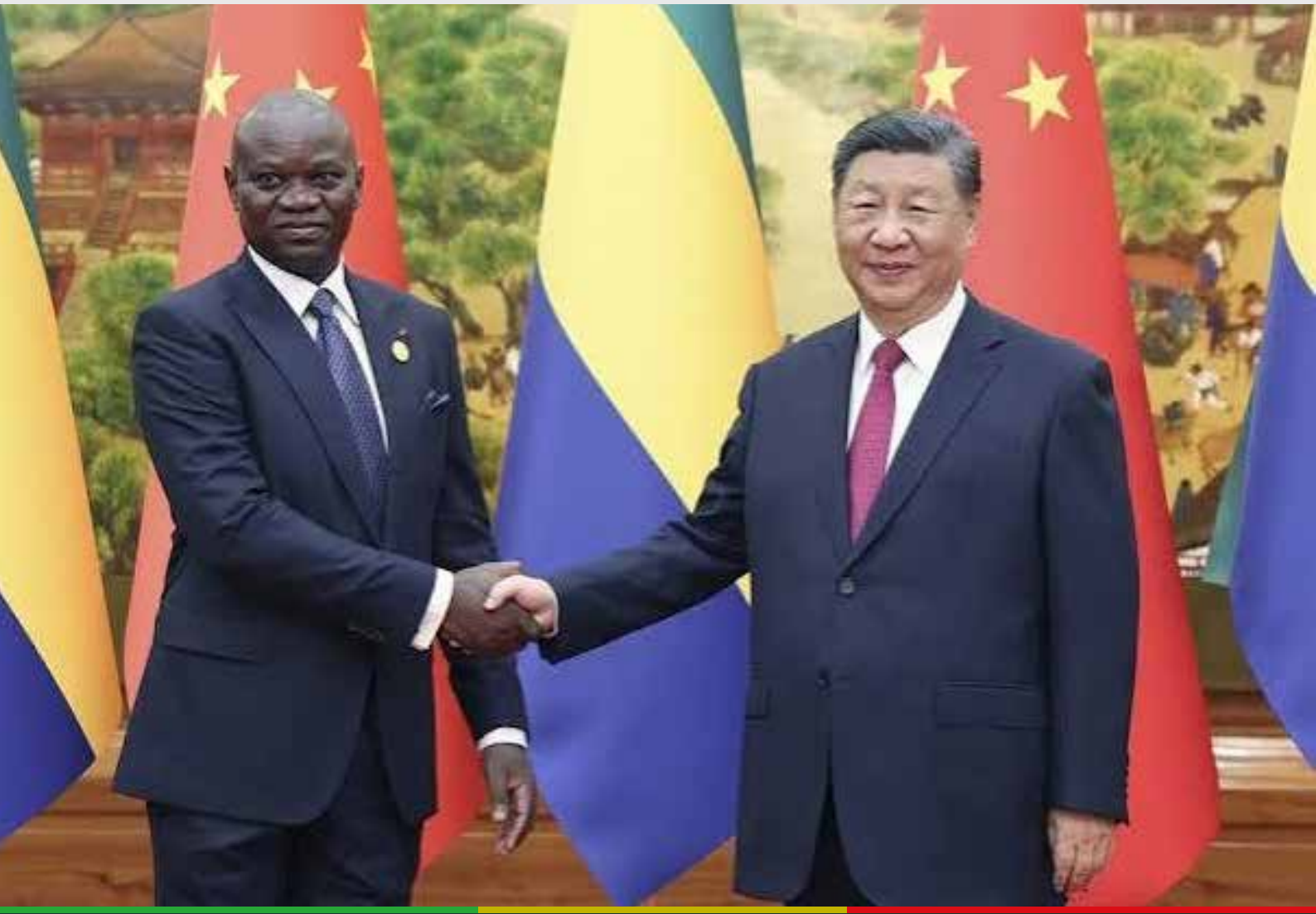
Pour booster les priorités de développement, le Gabon souhaite renforcer son partenariat avec la Chine en mettant un accent particulier sur la création de valeur ajoutée.

À ce titre, le transfert de technologies, l'industrialisation, la création d'emplois et le développement du commerce figurent au nombre des ambitions gabonaises dans sa coopération avec la Chine. Au cours de son séjour, le président gabonais entend également dynamiser la coopération avec la Chine dans les secteurs comme l'énergie, l'agriculture, la santé, les infrastructures, le numérique, la formation professionnelle et la transformation locale des ressources naturelles.

Partenaire du Gabon depuis plus d'une décennie, la Chine a laissé une empreinte dans le développement des infrastructures immobilières et routières dans ce pays d'Afrique centrale. L'on peut citer, entre autres, la route Port-Gentil–Omboué, le Palais Léon Mba, le Stade de l'amitié sino-gabonaise, l'Hôpital de la coopération sino-gabonaise et le projet d'hôpital à Oyem. Dans le secteur de l'agriculture, la Chine apporte son expertise à la base de vulgarisation des techniques agricoles de Kango. Pour ce qui est de la modernisation de la fonction publique et de la gestion des ressources humaines, la Chine offre régulièrement des séminaires de formation à la partie gabonaise.

La visite d'État en Chine du président gabonais, Brice Clotaire Oligui Nguema, permettra de dessiner les contours d'un renforcement des liens entre les deux pays. Elle sera également une occasion pour les autorités gabonaises et chinoises de revoir le chemin parcouru ensemble pendant plus d'un demi-siècle et de prendre de nouveaux engagements pour un développement harmonieux des relations bilatérales.

Source : cgtn.com



Burkina Faso : Le dialogue au service de la cohésion



Un atelier de dialogue multi-acteurs s'est ouvert, mercredi 4 novembre 2026, à Ouagadougou, autour du thème « Dialogue, cohésion et stabilité : renforcer la résilience des communautés au Burkina Faso ». Organisée dans le cadre du projet RISE, cette rencontre de deux jours rassemble des représentants institutionnels, des acteurs de la société civile, des partenaires techniques, des religieux et des chefs coutumiers.

Réunir des acteurs aux expériences différentes pour construire des réponses communes aux défis de la cohésion sociale : telle est l'ambition de cet atelier, dont les travaux se déroulent les 4 et 5 novembre. À travers cette concertation, les participants sont invités à partager leurs analyses et à rechercher des solutions adaptées aux réalités des communautés burkinabè.

La démarche s'inscrit dans le projet RISE, mis en œuvre avec le soutien du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, le BMZ, à travers la GIZ. Ce projet repose sur une approche de recherche-action participative, associant collecte de données et espaces de dialogue.

L'objectif consiste à mieux comprendre les dynamiques de paix, de sécurité et de cohésion sociale, tout en impliquant les personnes qui les vivent quotidiennement. Les connaissances recueillies doivent ainsi nourrir une réflexion collective et contribuer à l'élaboration de réponses ancrées dans les expériences locales.

La cérémonie d'ouverture a enregistré la présence du directeur du Gorée Institute et de l'ambassadeur Bruno Zidouemba, membre du conseil d'administration de cette institution. Plusieurs représentants des administrations et organismes concernés par les questions de paix et de droits humains ont également pris part à cette séquence.

Parmi eux figuraient Issa Dème, représentant du ministère de l'Administration territoriale, et Kouhounou Korogo, représentant du secrétaire technique de la Promotion de la paix et du Vivre ensemble. Le représentant de l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, présenté sous le nom de Fetewi, ainsi que le secrétaire général de la Commission nationale des droits humains étaient également présents.



Les différentes allocutions ont insisté sur une même exigence : faire de cette rencontre un véritable espace de dialogue, dans lequel chaque voix puisse être entendue. Cette volonté d'écoute constitue le principe directeur annoncé pour les échanges entre institutions, organisations citoyennes et autorités religieuses et coutumières.

Les intervenants ont également souligné l'importance de faire émerger des solutions endogènes. Il s'agit de favoriser des réponses pensées avec les acteurs concernés, à partir de leurs besoins, de leurs connaissances et de leur compréhension des difficultés rencontrées au sein des communautés.

La diversité des participants doit permettre de confronter les points de vue et de rechercher des convergences. La présence conjointe de responsables publics, de représentants associatifs et de figures communautaires offre un cadre pour examiner les enjeux sous plusieurs angles, tout en maintenant un objectif commun de cohésion et de stabilité.

Les travaux se poursuivent dans cet esprit de construction collective. À leur ouverture, aucune conclusion ni recommandation finale n'avait encore été présentée. L'ambition affichée demeure de transformer les échanges en propositions susceptibles de renforcer la résilience des communautés et de soutenir les efforts en faveur de la paix au Burkina Faso.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

CAF Awards 2026 : Trois chances pour le Mali



Ismaël Kamissoko, Fatoumata Karentao et la sélection nationale féminine figurent parmi les nominés aux CAF Awards 2026. Trois nominations qui offrent au football malien des perspectives de distinction lors de la cérémonie annoncée pour le 7 décembre à Lagos, au Nigeria.

Le Mali sera représenté dans trois catégories aux CAF Awards 2026. Dans la liste dévoilée par la Confédération africaine de football (CAF), le jeune capitaine des Aiglonnets, Ismaël Kamissoko, est en lice pour le trophée du meilleur jeune joueur africain de l'année. Une nomination qui place le représentant malien parmi les prétendants à une distinction consacrée aux talents émergents du continent.

Pour le capitaine des Aiglonnets, cette présence constitue une reconnaissance individuelle et une occasion de porter les couleurs nationales sur la scène africaine. Il devra toutefois attendre la proclamation des résultats pour connaître l'issue de cette compétition.

Chez les dames, Fatoumata Karentao figure parmi les candidates au trophée de meilleure gardienne africaine de l'année 2026. La nomination de la gardienne des Aigles Dames apporte une deuxième possibilité de récompense individuelle au Mali.

Le football féminin malien est également représenté dans la catégorie de la sélection nationale féminine de l'année. Les Aigles Dames font partie des dix équipes nommées pour ce trophée. Cette candidature collective complète ainsi celle de Fatoumata Karentao et donne une visibilité supplémentaire à la sélection malienne.

Ces trois nominations concernent donc aussi bien la relève masculine que le football féminin, avec deux candidatures individuelles et une collective. Elles constituent un motif de satisfaction pour les représentants maliens, désormais engagés dans la course aux récompenses continentales.

Les vainqueurs des différentes catégories seront dévoilés le lundi 7 décembre 2026 à Lagos, au Nigeria. D'ici là, Ismaël Kamissoko, Fatoumata Karentao et les Aigles Dames porteront les espoirs maliens, avec l'ambition de figurer au palmarès de cette édition.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com